

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 1771

[C - 2002/27457]

8 MAI 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2001 adoptant provisoirement la révision du plan de secteur de Liège en vue de permettre le développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 42 à 46, remplacés par le décret du 27 novembre 1997;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er} bis, inséré par le décret du 1^{er} avril 1999 et modifié par les décrets des 8 juin 2001 et 25 octobre 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2001 adoptant provisoirement la révision du plan de secteur de Liège en vue de permettre le développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée et les plans associés;

Considérant qu'une nouvelle délimitation des zones A et B du plan d'exposition au bruit a été adoptée par le Gouvernement le 18 avril 2002;

Considérant le rapport du 27 avril 2002 du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;

Considérant que l'analyse de cette situation de fait et de droit impose au Gouvernement la modification de la décision du 20 septembre 2001;

Considérant que la Commission régionale d'aménagement du territoire a remis un avis très partiel en date du 29 mars 2002;

Considérant qu'en égard à ce qui précède, le bureau d'études agréé POLY'ART a été chargé de réaliser une étude complémentaire d'incidences, conformément à l'article 42, § 2, alinéa 2, du Code;

Considérant que l'étude complémentaire a été déposée le 30 avril 2002;

Considérant le rapport au Gouvernement annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2001 (*Moniteur belge* du 19 octobre 2001, page 36474 et suivantes);

Considérant que, sauf mention contraire exprimée dans le présent arrêté ou dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2001, le présent arrêté fait siennes les propositions de l'étude d'incidences complémentaire portant sur les modifications d'affectation consécutives à la nouvelle délimitation des zones A et B du plan d'exposition au bruit;

Considérant que la nouvelle délimitation des zones A et B du plan d'exposition au bruit a notamment pour effet :

— de soustraire à la zone A du plan d'exposition au bruit des zones d'habitat à caractère rural du plan de secteur auparavant incluses, dont l'affectation à la résidence peut désormais être maintenue;

— inversement, d'inclure dans la zone A du plan d'exposition au bruit des zones d'habitat du plan de secteur qui en étaient auparavant exclues, dont la vocation résidentielle ne peut être maintenue et dont l'affectation doit dès lors être modifiée;

Considérant :

— que le village de Rouvroy, inscrit en zone d'activité économique mixte par le projet de plan de secteur adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2001, n'est désormais touché que partiellement par la zone A du plan d'exposition au bruit alors qu'il y était entièrement inclus;

— qu'il ne s'indique cependant pas d'ajuster les limites de cette zone d'activité économique mixte en fonction du tracé de la nouvelle zone A dans la mesure où un tel ajustement :

- ne laisserait subsister en zone d'habitat à caractère rural qu'une partie du village, isolé à l'extrémité de la zone d'activité économique et désormais privé de cohérence;

- réduirait significativement les surfaces dévolues à l'activité économique et se traduirait par une configuration de zone d'activité économique moins appropriée à une mise en œuvre cohérente;

Considérant :

— que la partie sud du hameau de Ferdoux, ainsi que les terrains situés au nord du lieu-dit « La Cité », antérieurement couverts par la zone A du plan d'exposition au bruit, en sont désormais exclus;

— qu'il est dès lors possible de les maintenir en zone d'habitat à caractère rural tout en garantissant la cohérence urbanistique du hameau;

— que le tracé de la nouvelle zone A du plan d'exposition au bruit permet une délimitation de la zone d'activité économique industrielle inscrite au projet de plan de secteur adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2001 qui s'appuie sur des limites physiques, notamment des voiries;

— qu'il s'indique de rendre à la zone d'habitat à caractère rural les terrains situés au nord du lieu-dit « La Cité », inscrits en zone agricole au projet de plan de secteur, et de maintenir le hameau de Ferdoux en zone d'habitat à caractère rural selon un périmètre cohérent, ces zones d'habitat étant délimitées au sud par la zone d'activité économique industrielle reconfigurée en fonction des voiries existantes;

Considérant :

— que, à Bierset, rue En Bois, une partie de la zone d'habitat du plan de secteur est désormais située dans la zone A du plan d'exposition au bruit et qu'il y a dès lors lieu de l'affecter à une autre fonction;

— que ces terrains, situés au projet de plan de secteur à proximité de la zone d'activité économique mixte assortie de la prescription supplémentaire *5 et de la zone d'aménagement différé à caractère industriel logistique assortie de la prescription supplémentaire *8, peuvent être intégrés à la zone d'activité économique mixte *5 voisine et se voir appliquer la même prescription supplémentaire, de nature à garantir la compatibilité avec la fonction résidentielle voisine;

Considérant :

— que la Cité des Charrons, inscrite en zone d'aménagement différé au plan de secteur, partiellement touchée par l'ancienne zone A du plan d'exposition au bruit, est désormais presque totalement incluse dans cette nouvelle zone A;

— que la zone d'habitat du plan de secteur située au lieu-dit Jupsin, au nord-est de la Cité des Charrons est aujourd'hui largement incluse dans la zone A du plan d'exposition au bruit, alors qu'elle en était exclue;

— que cette nouvelle situation met en cause l'option retenue par le projet de plan de secteur pour la Cité des Charrons – l'inscription de la zone d'aménagement différé du plan de secteur en zone d'activité économique mixte visant à en garantir la reconversion rapide – dans la mesure où cette nécessaire reconversion ne porte plus uniquement sur ladite zone d'aménagement différé;

— que la reconversion de la zone d'habitat de Jupsin constitue un problème majeur, dans la mesure où elle se situe au coeur d'un tissu bâti à forte vocation résidentielle;

— que cette reconversion, de même que celle de la Cité des Charrons en fonction des nouvelles conditions précédemment décrites, doit prendre en considération que la délimitation du zonage du plan de secteur doit garantir une cohérence urbanistique et ne peut dès lors simplement s'aligner sur la limite stricte de la zone A, que les nouvelles affectations doivent être compatibles avec les zones d'habitat entourant la zone et que le plan de secteur ne peut, en l'espèce, suffire à garantir le bon aménagement local;

— que, dans ces conditions, il y a lieu d'affecter les terrains concernés — Cité des Charrons et Quartier de Jupsin — en zone d'aménagement différé selon des limites cohérentes, de manière à imposer l'établissement d'un plan communal d'aménagement de mise en œuvre de cette zone;

Considérant que la nouvelle zone A du plan d'exposition au bruit englobe une petite partie de la zone d'habitat du plan de secteur située le long de la N3 au nord de l'échangeur de Loncin, qu'il s'indique d'intégrer à la zone d'activité économique mixte voisine, compte tenu des nuisances auxquelles elle est soumise au vu de sa situation entre cette zone d'activité économique mixte et l'échangeur;

Considérant :

— que des terrains situés à l'ouest du village du Sur les Bois (Saint-Georges), à proximité de la chapelle Notre-Dame de Bon Secours (Saint-Georges) et au hameau de Warfusée (Flémalle), inscrits en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur, sont désormais couverts par la zone A du plan d'exposition au bruit alors qu'ils ne l'étaient pas;

— qu'ils doivent être intégrés, selon des limites cohérentes d'aménagement du territoire à la zone d'aménagement différé inscrite à Sur les Bois (Saint-Georges) et Warfusée (Flémalle) par le projet de plan de secteur adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2001, afin de permettre de mener une réflexion d'aménagement cohérente sur l'ensemble de la zone d'aménagement différé ainsi constituée;

Considérant :

— que des terrains situés au lieu-dit « Tincelle » (Saint-Georges), inscrits en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur, antérieurement couverts par la zone A du plan d'exposition au bruit et, à ce titre, intégrés à la zone d'aménagement différé inscrite à Sur les Bois par le projet de plan de secteur adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2001, en sont désormais exclus;

— qu'il ne s'indique cependant pas de les rendre à la zone d'habitat à caractère rural : il serait incohérent de maintenir une zone d'habitat isolée d'un hectare environ sans s'interroger sur son intégration à la zone d'aménagement différé voisine.

Considérant :

— que le hameau situé au lieu-dit « Boubou » (Saint-Georges), inscrit en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur, antérieurement couvert par la zone A du plan d'exposition au bruit et, à ce titre, intégré à la zone d'aménagement différé inscrite à Sur les Bois par le projet de plan de secteur adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2001, en est désormais exclu;

— qu'il s'indique de le rendre à la zone d'habitat à caractère rural dans la mesure où ce hameau constitue une entité détachée du village de Sur les Bois et où aucun besoin d'ordre économique n'en justifierait une réaffectation alternative;

— que la délimitation de la zone d'habitat à caractère rural ainsi rétablie doit tenir compte de la nécessité d'établir un périmètre cohérent de la zone d'aménagement différé voisine;

— qu'il y a cependant lieu, contrairement aux recommandations de l'étude d'incidences complémentaire, de maintenir en zone d'habitat à caractère rural la rive sud de la rue Berotte, non touchée par la zone A du plan d'exposition au bruit, dans la mesure où rien ne justifie de traiter différemment les riverains de cette voirie, selon qu'ils sont situés au nord ou au sud de celle-ci;

Considérant :

— qu'aux Awirs, l'extrême nord de la zone d'habitat à caractère rural du plan de secteur, située entre le village des Cahottes et le hameau de Warfusée, est désormais incluse en zone A et doit dès lors voir son affectation modifiée;

— que la réaffectation de ces terrains en zone agricole est logique au vu de leur superficie restreinte et de leur localisation isolée en zone agricole;

Considérant :

— que, aux Cahottes, la zone A du plan d'exposition au bruit touche désormais des terrains que le projet de plan de secteur maintenait en zone d'habitat à caractère rural au sud de la zone d'activité économique mixte repérée *4 au projet de plan;

— que le périmètre de la zone d'activité économique mixte repérée *4 doit dès lors être ajusté à cette nouvelle délimitation : il n'y a pas lieu de maintenir en zone d'habitat à caractère rural des terrains inscrits en zone A du plan d'exposition au bruit;

— que, contrairement aux recommandations de l'étude d'incidences complémentaire, il y a lieu de s'en tenir strictement à la nouvelle délimitation de la zone A dans la mesure où rien ne justifie de traiter différemment les riverains selon qu'ils sont situés d'un côté ou de l'autre de la voirie des rues de la Résistance et Malherbe;

Considérant que la zone d'espace vert inscrite par le projet de plan de secteur adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2001 rue Pirombolle, bien que désormais couverte partiellement par la zone A du plan d'exposition au bruit, doit être maintenue dans cette affectation de manière à constituer un espace tampon à l'égard de l'échangeur autoroutier de Loncin et à garantir une cohérence urbanistique de la zone;

Considérant que la délimitation nouvelle de la zone A du plan d'exposition au bruit a un impact substantiel sur l'estimation de la demande de logements telle que présentée dans le rapport joint à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2001 : réduction à Grâce-Hollogne et Saint-Georges; augmentation sur Ans et Flémalle;

Considérant qu'il en est de même de l'estimation du potentiel foncier des communes, qu'il n'est pas possible de mener à bien sans connaître les zones C et D du plan d'exposition au bruit;

Considérant que l'approche quantitative retenue dans le cadre de l'élaboration du projet de plan de secteur n'est plus pertinente, en l'état actuel des informations;

Considérant que l'approche planimétrique retenue par l'étude d'incidences comme alternative à l'approche quantitative conclut à l'existence d'un déficit de zones d'habitat :

— de quelque 43 hectares sur Ans, là où le projet de plan de secteur ne prévoyait pas l'inscription de nouvelles zones d'habitat;

— de quelque 71 hectares sur Grâce-Hollogne, ce qui correspond aux chiffres avancés le 20 septembre 2001;

— de quelque 45 hectares sur Saint-Georges, soit légèrement moins que les estimations connues le 20 septembre 2001;

Considérant l'option qui consiste à n'envisager l'inscription de nouvelles zones d'habitat qu'à l'extérieur des zones couvertes par le plan d'exposition au bruit;

Considérant que, comme l'indique l'étude d'incidences complémentaire, la localisation des nouvelles zones d'habitat ne peut dès lors s'envisager — dans le respect du principe de précaution — que lorsque les zones C et D du plan d'exposition au bruit seront connues avec une précision suffisante;

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre la procédure de révision pour permettre les développements économiques exposés par le rapport au Gouvernement;

Considérant cependant que, pour la commune de Grâce-Hollogne la zone d'habitat à caractère rural retenue par le projet de plan de secteur à Horion-Hozémont ne sera — selon toute vraisemblance — pas concernée par le plan d'exposition au bruit;

Considérant que, pour les communes d'Ans et Saint-Georges, il est prudent de ne pas envisager de procéder à l'inscription de nouvelles zone d'habitat ou d'habitat à caractère rural;

Considérant qu'il s'indique dès lors de renoncer à l'inscription des zones d'habitat à caractère rural inscrites au projet de plan de secteur adopté par le Gouvernement wallon le 20 septembre 2001 à Donmartin et Stockay (lieu-dit « En Bourse ») sur la commune de Saint-Georges;

Considérant que l'inscription des nouvelles zones d'habitat ou d'habitat à caractère rural doit cependant être prévue dès aujourd'hui sous peine de mettre en péril l'économie générale de la présente modification du plan de secteur;

Considérant qu'il s'indique dès lors de prévoir, dans le dispositif du présent arrêté, l'inscription, hors zones de bruit et dans le respect des principes du schéma de développement de l'espace régional, d'un nombre maximal d'hectares de zones d'habitat ou d'habitat à caractère rural dans les communes d'Ans et Saint-Georges, à savoir 43 et 45 respectivement;

Considérant qu'un rapport du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, rendu le 27 avril 2002, conclut à l'inutilité de certaines voiries inscrites au projet de plan de secteur adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre, à savoir les 2 bretelles d'accès à la zone aéroportuaire et logistique à partir de l'échangeur autoroutier de Loncin et la nouvelle route régionale reliant ladite zone à l'échangeur de Hognoul et ce, quel qu'en soit le tracé, ouest ou est, dans la mesure où :

— l'accès depuis Bierset vers l'E42 en direction de l'échangeur de Loncin vient d'être adapté au trafic poids lourds qui l'emprunte;

— l'accès de Flémalle va être modifié et relié à l'aéroport par une nouvelle voirie;

et pour autant que :

— un by-pass soit réalisé au niveau du giratoire situé au bout de l'A604;

— la route entre ce giratoire et le giratoire sur la N637 soit élargie à 2x2 voies;

— une nouvelle voirie soit axée le long de la ligne TGV entre la zone logistique et l'échangeur de Crisnée sur l'E40;

Considérant que l'étude d'incidences complémentaire ne remet pas en cause ces conclusions, qu'elle assortit d'une condition supplémentaire, à savoir la création d'un rond-point au sud de l'échangeur de Grâce-Hollogne au départ de la A604 de manière à réaliser un échangeur complet, ce qui ne nécessite pas une inscription préalable au plan de secteur;

Considérant qu'il n'y a dès lors plus lieu d'inscrire au projet de plan de secteur ni les 2 bretelles d'accès à la zone aéroportuaire et logistique à partir de l'échangeur autoroutier de Loncin, ni le tracé d'une nouvelle route régionale entre la zone aéroportuaire et logistique et l'échangeur de Hognoul, quel qu'en soit le tracé, ouest ou est;

Considérant qu'il s'indique par contre d'inscrire au projet de plan le tracé du nouveau projet de voirie reliant la zone logistique à l'échangeur de Crisnée, à établir le long et au nord de la ligne TGV;

Considérant qu'à ce stade de la procédure le Gouvernement n'a pas souhaité examiner les réclamations, les observations et les avis des conseils communaux relatifs au projet de plan adopté le 20 septembre 2001 dès lors que ces documents furent transmis à la Commission régionale d'aménagement du territoire, laquelle n'a pas encore remis son avis;

Considérant que l'examen de ces réclamations, ces observations et ces avis ne constituent pas l'objet de la modification soumise à la délibération du Gouvernement et que ces documents restent soumis à l'examen de la Commission régionale d'aménagement du territoire;

Considérant que la Commission régionale d'aménagement du territoire examinera l'ensemble des réclamations, des observations et des avis au terme des enquêtes publiques consécutives à la décision de revoir le projet de plan adopté le 20 septembre 2001;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2001 adoptant provisoirement la révision du plan de secteur de Liège en vue de permettre le développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée est supprimé.

Art. 2. Dans l'article 1^{er}, § 2, troisième tiret, du même arrêté, les mots « en zone d'activité économique mixte de la zone d'aménagement différé située au lieu-dit « Cité des Charrons » » sont remplacés par les mots « en zone d'aménagement différé la zone d'habitat à caractère rural située au lieu-dit Jupsin, localisée en zone A du plan d'exposition au bruit ».

L'article 1^{er}, le § 2, du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement réserve une superficie maximale de 43 hectares, à affecter en zone d'habitat ou d'habitat à caractère rural. »

Art. 3. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, le § 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Le tracé d'une nouvelle route régionale et son périmètre de réservation sont inscrits au projet de plan le long et au nord de la ligne TGV, de l'échangeur de Crisnée à la zone logistique de Bierset. »

Art. 4. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, le § 4 est complété par l'alinéa suivant :

« Le tracé d'une nouvelle route régionale et son périmètre de réservation sont inscrits au projet de plan le long et au nord de la ligne TGV, de l'échangeur de Crisnée à la zone logistique de Bierset. »

Art. 5. Dans l'article 1^{er}, § 5, du même arrêté :

1° le troisième tiret est complété par les mots : « , étendue aux terrains voisins; »;

2° la phrase suivante est ajoutée :

« — une zone agricole sur les terrains localisés en zone A du plan d'exposition au bruit, situés à l'extrême nord de la zone d'habitat à caractère rural des Awirs, entre le village des Cahottes et le hameau de Warfusée. »

Art. 6. Dans l'article 1^{er}, § 6, du même arrêté :

1° au neuvième tiret, entre les mots : « une zone d'activité économique mixte entre la zone d'activité économique industrielle repérée *2 et le village de Bierset, » et les mots « assortie d'une prescription supplémentaire repérée *5 au projet de plan. », sont insérés les mots : « intégrant le sud de la zone d'habitat à caractère rural de Bierset localisée en zone A du plan d'exposition au bruit, ».

2° les phrases suivantes sont supprimées :

« — le tracé de deux bretelles d'accès à la zone aéroportuaire et logistique à partir de l'échangeur autoroutier de Loncin et de leur périmètre de réservation;

— le tracé d'une nouvelle route régionale et de son périmètre de réservation entre la zone aéroportuaire et logistique et l'échangeur de Hognoul contournant le village d'Awans par l'ouest;

— le tracé d'une nouvelle route régionale et de son périmètre de réservation entre la zone aéroportuaire et logistique et l'échangeur de Hognoul longeant les autoroutes E40 et E42 »;

3° la phrase suivante est ajoutée :

« — une zone d'activité économique mixte le long de la N3 au nord de l'échangeur de Loncin, intégrant des terrains couverts par la zone A du plan d'exposition au bruit à la zone d'activité économique mixte de Loncin. »

Art. 7. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, le § 7 est remplacé par le § suivant :

« § 7. Une zone d'aménagement différé sur les parties de la zone d'habitat à caractère rural de Sur les Bois située en zone A du plan d'exposition au bruit, étendue aux terrains voisins.

Ce même paragraphe est complété par l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement réserve une superficie maximale de 45 hectares à affecter en zone d'habitat ou d'habitat à caractère rural. »

Art. 8. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. La révision est adoptée conformément au plan annexe.

Celui-ci peut être consulté au Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, rue Montagne Sainte-Walburge 2, 4000 Liège. »

Art. 9. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 mai 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 1771

[C — 2002/27457]

8. MAI 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2001 zur vorläufigen Genehmigung der Revision des Sektorenplans Lüttich um die Entwicklung des Flugbetriebs des Flughafens Lüttich-Bierset und der damit verbundenen Tätigkeit zu ermöglichen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 42 bis 46, ersetzt durch das Dekret vom 27. November 1997;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 1bis, eingefügt durch das Dekret vom 1. April 1999 und abgeändert durch die Dekrete vom 8. Juni 2001 und vom 25. Oktober 2001;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2001 zur vorläufigen Genehmigung der Revision des Sektorenplans Lüttich, um die Entwicklung des Flugbetriebs des Flughafens Lüttich-Bierset und der damit verbundenen Tätigkeit zu ermöglichen und der damit verbundenen Pläne;

In der Erwägung, dass am 18. April 2002 eine neue Abgrenzung der Zonen A und B des Lärmbelastungsplans von der Regierung verabschiedet wurde;

In Erwägung des Berichts vom 27. April 2002 des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund der Analyse dieser Sach- und Rechtslage zur Abänderung des Beschlusses vom 20. September 2001 gezwungen ist;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung am 29. März 2002 ein sehr dürftiges Gutachten abgegeben hat;

In der Erwägung, dass das zugelassene Planungsbüro POLY'ART in Anbetracht der vorerwähnten Angaben mit der Durchführung einer zusätzlichen Umweltverträglichkeitsprüfung gemäß Artikel 42, § 2, Absatz 2, des Gesetzbuches beauftragt wurde;

In der Erwägung, dass die zusätzliche Prüfung am 30. April 2002 vorgelegt wurde;

In Erwägung des dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2001 (*Belgisches Staatsblatt* vom 19. Oktober 2001, ab Seite 36474) als Anlage beigefügten Berichts an die Regierung;

In der Erwägung, dass sich der vorliegende Erlass die Vorschläge der zusätzlichen Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich der Zweckbestimmungsänderungen infolge der neuen Abgrenzung der Zonen A und B des Lärmbelastungsplans zu eigen macht, es sei denn, es liegen in dem vorliegenden Erlass oder in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2001 anderslautende Bestimmungen vor;

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzung der Zonen A und B des Lärmbelastungsplans insbesondere zur Folge hat:

— dass der Zone A des Lärmbelastungsplans Wohngebiete mit ländlichem Charakter des Sektorenplans entzogen werden, die vorher mit eingeschlossen waren, und deren Bestimmung zu Wohnzwecken künftig erhalten bleiben kann;

— dass umgekehrt in der Zone A des Lärmbelastungsplans Wohngebiete des Sektorenplans mit eingeschlossen werden, die vorher ausgeschlossen waren, und deren Bestimmung zu Wohnzwecken nicht erhalten bleiben kann und deren Zweckbestimmung demnach abgeändert werden muss;

In der Erwägung:

— dass das Dorf Rouvroy, das durch den Sektorenplanentwurf, der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2001 verabschiedet wurde, in das gemischte Gewerbegebiet eingetragen wurde, künftig nur noch teilweise von der Zone A des Lärmbelastungsplans betroffen ist, während es dagegen vorher völlig mit einbezogen war;

— dass es dennoch nicht angebracht ist, die Grenzen dieses gemischten Gewerbegebiets nach der Trasse der neuen Zone A anzugleichen, insofern eine derartige Angleichung:

- lediglich einen Teil des am äußersten Ende des gemischten Gewerbegebiets gelegenen und künftig an Kohärenz verlierenden Dorfs in dem Wohngebiet ländlichen Charakters fortbestehen lassen würde;

- die der wirtschaftlichen Tätigkeit gewidmeten Flächen bedeutend verringern und eine räumliche Anordnung des gemischten Gewerbegebiets zur Folge haben würde, die einer kohärenten Umsetzung weniger angepasst wäre;

In der Erwägung:

— dass der südliche Teil der kleinen Ortschaft Ferdoux, sowie die nördlich des Orts genannt "La Cité" gelegenen Grundstücke, die vorher von der Zone A des Lärmbelastungsplans bedeckt waren, künftig nicht mehr mit einbezogen sind;

— dass es demnach möglich ist, sie in dem Wohngebiet ländlichen Charakters beizubehalten, wobei gleichzeitig die städtebauliche Kohärenz der kleinen Ortschaft gewährleistet wird;

- dass die Trasse der neuen Zone A des Lärmbelastungsplans eine sich auf die physischen Grenzen, insbesondere die Verkehrswege, stützende Abgrenzung des in dem durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2001 verabschiedeten Sektorenplanentwurf eingetragenen industriellen Gewerbegebiets ermöglicht;

— dass es angebracht ist, dem Wohngebiet ländlichen Charakters die nördlich des Orts genannt "La Cité" gelegenen und im Sektorenplanentwurf in einem Agrargebiet eingetragenen Grundstücke zurückzugeben und den kleinen Ort Ferdoux entsprechend einem kohärenten Perimeter in dem Wohngebiet ländlichen Charakters beizubehalten, wobei diese Wohngebiete südlich durch das unter Berücksichtigung der vorhandenen Verkehrswege räumlich neu angeordnete industrielle Gewerbegebiet abgegrenzt sind;

In der Erwägung:

— dass in Bierset, rue En Bois, ein Teil des Wohngebiets des Sektorenplans künftig in der Zone A des Lärmbelastungsplans liegt und demzufolge der Anlass besteht, ihn einem anderen Zweck zuzuordnen;

— dass diese im Sektorenplan in der Nähe des gemischten Gewerbegebiets unter Beifügung der zusätzlichen Vorschrift *5 und des Bauerwartungsgebiets mit logistischem industriellem Charakter unter Beifügung der zusätzlichen Vorschrift *8 gelegenen Grundstücke in das benachbarte gemischte Gewerbegebiet *5 einbezogen werden können und dass auf sie die gleiche zusätzliche Vorschrift angewandt werden kann, und zwar derart, dass die Vereinbarkeit mit der benachbarten Zweckbestimmung als Wohngebiet gewährleistet wird;

In der Erwägung:

— dass die teilweise von der ehemaligen Zone A des Lärmbelastungsplans betroffene und in dem Sektorenplan in einem Bauerwartungsgebiet eingetragene "Cité des Charrons" künftig fast vollständig in dieser neuen Zone A mit eingeschlossen ist;

— dass das im Ort genannt "Jupsin", nordöstlich der "Cité des Charrons" gelegene Wohngebiet des Sektorenplans gegenwärtig weitgehend in der Zone A des Lärmbelastungsplans mit eingeschlossen ist, während es dagegen vorher ausgeschlossen war;

— dass diese neue Situation die durch den Sektorenplanentwurf für die "Cité des Charrons" in Betracht gezogene Zielsetzung — die Eintragung des Bauerwartungsgebiets des Sektorenplans in das gemischte Gewerbegebiet zielt darauf ab, eine rasche Umstellung zu gewährleisten — in Frage stellt, insofern diese erforderliche Umstellung sich nicht mehr allein auf das besagte Bauerwartungsgebiet bezieht;

— dass die Umstellung des Wohngebiets von Jupsin ein bedeutendes Problem darstellt, insofern es im Herzen eines stark zu Wohnzwecken bestimmten bebauten Netzes liegt;

— dass diese Umstellung, wie auch die Umstellung der "Cité des Charrons" unter Berücksichtigung der oben beschriebenen neuen Bedingungen, berücksichtigen muss, dass die Abgrenzung der Zoneneinteilung des Sektorenplans eine städtebauliche Kohärenz gewährleisten muss und sich demzufolge nicht einfach strengstens an die Grenze der Zone A halten kann, dass die neuen Zweckbestimmungen mit den Wohngebieten, die die Zone umschließen, vereinbar sein müssen und dass der Sektorenplan in dieser Beziehung nicht ausreicht, um eine optimale lokale Gebietsplanung zu gewährleisten;

— dass es unter diesen Bedingungen angebracht ist, die betroffenen Grundstücke — "Cité des Charrons" und "Quartier de Jupsin" — gemäß kohärenter Grenzen einem Bauerwartungsgebiet zuzuordnen, so dass die Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans zur Gestaltung dieser Zone durchgesetzt werden muss;

In der Erwägung, dass die neue Zone A des Lärmbelastungsplans einen kleinen Teil des entlang der N3 nördlich des Autobahnkreuzes von Loncin gelegenen Wohngebiets des Sektorenplans mit einschließt, dass es angebracht ist, ihn in das benachbarte gemischte Gewerbegebiet einzubeziehen, in Anbetracht der Belästigungen, denen er angesichts seiner Lage zwischen diesem gemischten Gewerbegebiet und dem Autobahnkreuz ausgesetzt ist;

In der Erwägung:

— dass Grundstücke, die westlich des Dorfs "Sur les Bois" (Saint-Georges), in der Nähe der Kapelle Notre-Dame de Bon Secours und der Ortschaft Warfusée (Flémalle) liegen und im Sektorenplan in dem Wohngebiet ländlichen Charakters eingetragen sind, künftig von der Zone A des Lärmbelastungsplans bedeckt werden, während sie es dagegen vorher nicht waren;

— dass sie gemäß kohärenter Raumordnungsgrenzen in das durch den Sektorenplanentwurf, der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2001 verabschiedet wurde, in Sur les Bois (Saint-Georges) und Warfusée (Flémalle) eingetragene Bauerwartungsgebiet einbezogen werden müssen, um eine kohärente Analyse auf Ebene der Raumordnung des gesamten, derart gebildeten Bauerwartungsgebiets zu ermöglichen;

In der Erwägung:

— dass im Ort genannt "Tincelle" (Saint-Georges) gelegene Grundstücke, die im Sektorenplan in einem Wohngebiet ländlichen Charakters eingetragen sind und vorher von der Zone A des Lärmbelastungsplans bedeckt waren und somit in das durch den Sektorenplanentwurf, der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2001 verabschiedet wurde, in "Sur les Bois" eingetragene Bauerwartungsgebiet einbezogen sind, künftig davon ausgeschlossen werden;

— dass es dennoch nicht angebracht ist, sie dem Wohngebiet ländlichen Charakters zurückzugeben: es wäre unkohärent, ein getrenntes Wohngebiet von etwa einem Hektar zu erhalten, ohne sich die Frage seiner Eingliederung in das benachbarte Bauerwartungsgebiet zu stellen;

In der Erwägung:

— dass die Ortschaft genannt "Boubou" (Saint-Georges), die im Sektorenplan in einem Wohngebiet ländlichen Charakters eingetragen ist und vorher von der Zone A des Lärmbelastungsplans bedeckt war und somit in das durch den Sektorenplanentwurf, der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2001 verabschiedet wurde, in "Sur les Bois" eingetragene Bauerwartungsgebiet einbezogen ist, künftig davon ausgeschlossen wird;

— dass es angebracht ist, sie dem Wohngebiet ländlichen Charakters zurückzugeben, insofern diese Ortschaft ein von dem Dorf "Sur les Bois" getrenntes gebietliches Gebilde darstellt und keinerlei Bedarf wirtschaftlicher Art eine alternative Wiedertzuteilung rechtfertigen würde;

— dass in der Abgrenzung des derart wiederhergestellten Wohngebiets ländlichen Charakters die Notwendigkeit berücksichtigt werden muss, einen kohärenten Perimeter des benachbarten Bauerwartungsgebiets zu erstellen;

— dass es jedoch angebracht ist, im Gegensatz zu den Empfehlungen der zusätzlichen Umweltverträglichkeitsprüfung die Südseite der rue Berotte, die nicht von der Zone A des Lärmbelastungsplans betroffen ist, im Wohngebiet ländlichen Charakters beizubehalten, insofern es nicht gerechtfertigt wäre, dass die Anwohner dieser Straße unterschiedlich behandelt würden, je nachdem sie im Norden oder Süden dieser Straße wohnen;

In der Erwägung:

— dass "Awirs", am äußersten Norden des Wohngebiets ländlichen Charakters des Sektorenplans, gelegen zwischen dem Dorf "Cahottes" und der Ortschaft "Warfusée", künftig in der Zone A mit eingeschlossen ist und dass seine Zuteilung geändert werden muss;

— dass die Wiederzuteilung dieser Grundstücke an das Agrargebiet angesichts ihrer geringen Fläche und ihrer abgelegenen Lage in einem Agrargebiet logisch ist;

In der Erwägung:

— dass in "Cahottes" die Zone A des Lärmbelastungsplans künftig Grundstücke betrifft, die der Sektorenplanentwurf im Wohngebiet ländlichen Charakters südlich des im Planentwurf unter *4 verzeichneten gemischten Gewerbegebiets beibehält;

— dass der Perimeter des unter *4 verzeichneten gemischten Gewerbegebiets künftig dieser neuen Abgrenzung angeglichen werden muss: es besteht kein Anlass, Grundstücke im Wohngebiet ländlichen Charakters beizubehalten, die in der Zone A des Lärmbelastungsplans eingetragen sind;

— dass im Gegensatz zu den Empfehlungen der zusätzlichen Umweltverträglichkeitsprüfung der Anlass besteht, sich streng an die neue Abgrenzung der Zone A zu halten, insofern es nicht gerechtfertigt wäre, dass die Anwohner dieser Straße unterschiedlich behandelt würden, je nachdem sie auf der einen oder anderen Seite der Straßen "rue de la Résistance" und "rue Malherbe" wohnen;

In der Erwägung, dass das durch den Sektorenplanentwurf, der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2001 verabschiedet wurde, in der "rue Pirombolle" eingetragene Grüngebiet, obwohl es künftig teilweise von der Zone A des Lärmbelastungsplans bedeckt sein wird, in dieser Zuteilung beibehalten werden muss, und zwar derart, dass es ein Puffergebiet hinsichtlich des Autobahnkreuzes von Loncin bildet und eine städtebauliche Kohärenz der Zone gewährleistet wird;

In der Erwägung, dass die Abgrenzung der neuen Zone A des Lärmbelastungsplans eine wesentliche Auswirkung auf die Einschätzung des Wohnungsangebots hat, so wie diese in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2001 beigefügten Bericht dargelegt wurde: Verringerung in Grâce-Hollogne und Saint-Georges; Zunahme in Ans und Flémalle;

In der Erwägung, dass dies ebenfalls für die Einschätzung des Grundvermögens der Gemeinden gilt, die nicht durchgeführt werden kann, ohne die Zonen C und D des Lärmbelastungsplans zu kennen;

In der Erwägung, dass die im Rahmen der Ausarbeitung des Sektorenplanentwurfs in Betracht gezogene quantitative Angehensweise im aktuellen Stand der Erkenntnisse nicht mehr relevant ist;

In der Erwägung, dass die in der zusätzlichen Umweltverträglichkeitsprüfung als Alternative zur quantitativen Angehensweise in Betracht gezogene planimetrische Angehensweise auf einen Mangel an Wohngebieten schließt:

— etwa 43 Hektar im Umkreis von Ans, dort wo in dem Sektorenplanentwurf die Eintragung neuer Wohngebiete nicht vorgesehen war;

— etwa 71 Hektar im Umkreis von Grâce-Hollogne, was den am 20. September 2001 vorgebrachten Zahlen entspricht;

— etwa 45 Hektar im Umkreis von Saint-Georges, das heißt etwas weniger als die am 20. September 2001 bekannten Einschätzungen;

In Erwägung der Zielsetzung, die darin besteht, die Eintragung neuer Wohngebiete lediglich außerhalb der von dem Lärmbelastungsplan gedeckten Zonen in Aussicht zu nehmen;

In der Erwägung, dass entsprechend den Angaben der zusätzlichen Umweltverträglichkeitsprüfung die Lokalisierung der neuen Wohngebiete künftig nur dann in Aussicht genommen werden kann — unter Einhaltung des Vorbeugungsprinzips — wenn die Zonen C und D des Lärmbelastungsplans mit zureichender Genauigkeit bekannt sind;

In der Erwägung, dass der Anlass besteht, das Revisionsverfahren weiterzuführen, um die der Regierung anhand des Berichts dargelegten wirtschaftlichen Entwicklungen zu ermöglichen;

In der Erwägung jedoch, dass das durch den Sektorenplanentwurf in Betracht gezogene Wohngebiet ländlichen Charakters für die Gemeinde Grâce-Hollogne — aller Wahrscheinlichkeit nach — nicht von dem Lärmbelastungsplan betroffen sein wird;

In der Erwägung, dass es für die Gemeinden Ans und Saint-Georges ratsam ist, die Eintragung neuer Wohngebiete oder Wohngebiete ländlichen Charakters nicht in Aussicht zu nehmen;

In der Erwägung, dass es demnach angebracht ist, auf die Eintragung der in dem Sektorenplanentwurf, der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2001 verabschiedet wurde, eingetragenen Wohngebiete ländlichen Charakters in Donmartin und Stockay (Ort genannt "En Boure") bei der Gemeinde Saint-Georges zu verzichten;

In der Erwägung, dass die Eintragung der neuen Wohngebiete oder Wohngebiete ländlichen Charakters jedoch ab sofort vorgesehen sein muss, unter der Gefahr, dass die allgemeine Wirtschaft der vorliegenden Abänderung des Sektorenplans gefährdet würde;

In der Erwägung, dass es demzufolge angebracht ist, in den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses die Eintragung außerhalb der Lärmzonen und unter Einhaltung der Grundsätze des Entwicklungsplans des regionalen Raums einer maximalen Anzahl Hektar Wohngebiete oder Wohngebiete ländlichen Charakters, das heißt jeweils 43 und 45, in den Gemeinden Ans und Saint-Georges vorzusehen;

In der Erwägung, dass ein am 27. April 2002 abgegebener Bericht des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen auf die Unnützigkeit gewisser Straßen schließt, die in dem durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2001 verabschiedeten Sektorenplanentwurf eingetragen sind, das heißt die beiden Zubringerstraßen zum Flughafen- und logistischen Gebiet von dem Autobahnkreuz von Loncin an und die neue Regionalstraße, die die besagte Zone mit dem Autobahnkreuz von Hognoul verbindet, und zwar ungeachtet deren Trasse, westlich oder östlich, insofern:

— die Zubringerstraße ab Bierset nach der E42 in Richtung Autobahnkreuz von Loncin unlängst dem Lastwagenverkehr, der sie benutzt, angepasst wurde;

— die Zubringerstraße von Flémalle demnächst geändert und durch eine neue Straße mit dem Flughafen verbunden wird;

— eine Umleitung auf Höhe des Kreisverkehrsplatzes am Ende der A604 gebaut wird;

— die Straße zwischen diesem Kreisverkehrsplatz und dem Kreisverkehrsplatz auf der N637 auf 2X2 Fahrbahnen erweitert wird;

— eine neue Straße entlang der TGV-Linie zwischen der logistischen Zone und dem Autobahnkreuz von Crisnée auf der E40 ausgerichtet wird;

— In der Erwägung, dass die zusätzliche Umweltverträglichkeitsprüfung diese Schlussfolgerungen nicht in Frage stellt, dass sie eine zusätzliche Bedingung hinzufügt, und zwar den Bau eines Kreisverkehrsplatzes südlich des Autobahnkreuzes von Grâce-Hollogne am Anfang der A604, und zwar derart, dass ein vollständiges Autobahnkreuz entsteht, was eine vorherige Eintragung im Sektorenplanentwurf nicht erfordert;

— In der Erwägung, dass demzufolge kein Anlass mehr besteht, weder die beiden Zubringerstraßen zur Flughafen- und logistischen Zone ab dem Autobahnkreuz von Loncin, noch die Trasse einer neuen Regionalstraße zwischen der Flughafen- und logistischen Zone und dem Autobahnkreuz von Hognoul, und zwar ungeachtet deren Trasse, westlich oder östlich, in dem Sektorenplanentwurf einzutragen;

— In der Erwägung, dass es dagegen angebracht ist, die Trasse des neuen, die logistische Zone mit dem Autobahnkreuz von Crisnée verbindenden Straßenprojekts, das entlang und nördlich der TGV-Linie einzurichten ist, in den Planentwurf einzutragen;

— In der Erwägung, dass in diesem Stadium des Verfahrens die Regierung die Beschwerden, Bemerkungen und Gutachten der Gemeinderäte bezüglich des am 20. September 2001 verabschiedeten Planentwurfs nicht untersuchen wollte, da diese Unterlagen dem Regionalausschuss für Raumordnung übermittelt wurden und dieser sein Gutachten noch nicht abgegeben hat;

— In der Erwägung, dass die Überprüfung dieser Beschwerden, Bemerkungen und Gutachten nicht den Gegenstand der dem Beschluss der Regierung unterliegenden Abänderung bildet und dass diese Unterlagen weiterhin der Prüfung des Regionalausschusses für Raumordnung unterliegen;

— In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung die gesamten Beschwerden, Bemerkungen und Gutachten nach Ablauf der öffentlichen Untersuchung, die auf den Beschluss folgt, den am 20. September 2001 verabschiedeten Planentwurf zu revidieren, überprüfen wird;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und des Erbes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1, § 1, Absatz 2, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2001 zur vorläufigen Genehmigung der Revision des Sektorenplans Lüttich um die Entwicklung des Flugbetriebs des Flughafens Lüttich-Bierset und der damit verbundenen Tätigkeit zu ermöglichen wird gestrichen.

Art. 2 - In Artikel 1, § 2, Strich 3, desselben Erlasses werden die Wörter "das in ein gemischtes Gewerbegebiet eingestufte Bauerwartungsgebiet, gelegen im Ort genannt "Cité des Charrons" durch die Wörter "das in ein Bauerwartungsgebiet eingestufte Wohngebiet ländlichen Charakters, gelegen im Ort genannt "Jupsin", lokalisiert in der Zone A des Lärmbelastungsplans" ersetzt.

In Artikel 1 wird der § 2 desselben Erlasses durch folgenden Absatz ergänzt:

"Die Regierung behält eine maximale Fläche von 43 Hektar vor, die einem Wohngebiet oder Wohngebiet ländlichen Charakters zuzuteilen ist."

Art. 3 - In Artikel 1 desselben Erlasses wird der § 3 durch folgenden Absatz ergänzt:

"Die Trasse einer neuen Regionalstraße und deren Reserveumkreis sind in dem Planentwurf entlang und nördlich der TGV-Linie, vom Autobahnkreuz von Crisnée an bis zum logistischen Gebiet von Bierset eingetragen."

Art. 4 - In Artikel 1 desselben Erlasses wird der § 4 durch folgenden Absatz ergänzt:

"Die Trasse einer neuen Regionalstraße und deren Reserveumkreis sind in dem Planentwurf entlang und nördlich der TGV-Linie, vom Autobahnkreuz von Crisnée an bis zum logistischen Gebiet von Bierset eingetragen."

Art. 5 - In Artikel 1, § 5 desselben Erlasses:

1° wird Strich 3 durch folgende Wörter ergänzt:

"erweitert auf die benachbarten Grundstücke;"

2° wird folgender Satz hinzugefügt:

"— ein Agrargebiet auf den in der Zone A des Lärmbelastungsplans lokalisierten Grundstücken, gelegen im äußersten Norden des Wohngebiets ländlichen Charakters von Awirs, zwischen dem Dorf Cahottes und der Ortschaft Warfusée."

Art. 6 - In Artikel 1, § 6 desselben Erlasses:

1° werden in Strich 9 die Wörter „, die den südlichen Teil des in der Zone A des Lärmbelastungsplans gelegenen Wohngebiets ländlichen Charakters von Bierset mit einschließt,“ zwischen die Wörter „ein gemischtes Gewerbegebiet zwischen dem Punkt *2 gekennzeichneten industriellen Gewerbegebiet und dem Dorf Bierset“ und „unter Beifügung einer zusätzlichen, in Punkt *5 des Planentwurfs gekennzeichneten Vorschrift.“ eingefügt.

2° werden folgende Sätze gestrichen:

— die Trasse von zwei Zubringerstraßen zum Flughafen- und logistischen Gebiet ab dem Autobahnkreuz von Loncin und von deren Reserveumkreis;

— die Trasse einer neuen Regionalstraße und deren Reserveumkreises zwischen dem Flughafen- und logistischen Gebiet und dem Straßenkreuz von Hognoul, die westlich das Dorf Awans umgeht;

— die Trasse einer neuen Regionalstraße und deren Reserveumkreises zwischen dem Flughafen- und logistischen Gebiet und der Anschlussstelle von Hognoul längs der Autobahnen E40 und E42;“;

3° wird folgender Satz hinzugefügt:

— ein gemischtes Gewerbegebiet entlang der N3 nördlich des Autobahnkreuzes von Loncin, das von der Zone A des Lärmbelastungsplans bedeckte Grundstücke in das gemischte Gewerbegebiet von Loncin mit einbezieht. Die Regierung behält eine maximale Fläche von 45 Hektar vor, die einem Wohngebiet oder Wohngebiet ländlichen Charakters zuzuteilen ist.“

Art. 7 - In Artikel 1 desselben Erlasses wird § 7 durch folgenden § ersetzt:

“§ 7. Ein Bauerwartungsgebiet auf den Teilen des Wohngebiets ländlichen Charakters von Sur les Bois, gelegen in der Zone A des Lärmbelastungsplans, erweitert auf die benachbarten Grundstücke.“

Derselbe § wird durch folgenden Absatz ergänzt:

“Die Regierung behält eine maximale Fläche von 45 Hektar vor, die einem Wohngebiet oder Wohngebiet ländlichen Charakters zuzuteilen ist.“

Art. 8 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 2 - Die Revision wird gemäß dem beigefügten Plan verabschiedet.

Dieser kann beim Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, rue Montagne Saint-Walburge, 2, 4000 Lüttich eingesehen werden.“

Art. 9 - Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Mai 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 1771

[C - 2002/27457]

8 MEI 2002. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001 waarbij de herziening van het gewestplan Luik voorlopig wordt goedgekeurd met het oog op de ontwikkeling van de luchthavenactiviteit op de luchthaven Luik-Bierset en de daaraan verbonden activiteit**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 42 tot en met 46, vervangen bij het decreet van 27 november 1997;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1bis, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999 en gewijzigd bij de decreten van 8 juni 2001 en 25 oktober 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001 waarbij de herziening van het gewestplan Luik voorlopig wordt goedgekeurd met het oog op de ontwikkeling van de luchthavenactiviteit op de luchthaven Luik-Bierset en de daaraan verbonden activiteit;

Overwegende dat een nieuwe afbakening van de zones A en B van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder op 18 april 2002 door de Regering is goedgekeurd;

Gelet op het verslag van 27 april 2002 van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer;

Overwegende dat de analyse van deze feitelijke en rechtstoestand de Regering ertoe verplicht, de beslissing van 20 september 2001 te wijzigen;

Overwegende dat de “Commission régionale d’Aménagement du Territoire” (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) op 29 maart 2002 een zeer gedeeltelijk advies heeft uitgebracht;

Overwegende dat gezien de hierbovenvermelde overwegingen het bureau POLY’ART belast werd met het uitvoeren van een bijkomend milieu effectonderzoek, overeenkomstig artikel 42, § 2, tweede lid, van het Wetboek;

Overwegende dat het bijkomende onderzoek op 30 april 2002 is neergelegd;

Gelet op het verslag aan de Regering gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001 (*Belgisch Staatsblad* van 19 oktober 2001, blz. 36474 en volgende);

Overwegende dat dit besluit, behoudens andersluidende vermelding in dit besluit of in het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001, de voorstellen van het bijkomende milieu effectonderzoek betreffende de bestemmingswijzigingen als gevolg van de nieuwe afbakening van de zones A en B van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder voor zijn rekening neemt;

Overwegende dat de nieuwe afbakening van de zones A en B van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder met name als doel heeft :

— woongebieden met een landelijk karakter aan de zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder te onttrekken, die vroeger in deze laatste inbegrepen waren, en waarvan de bestemming als woongebied nu gehandhaafd kan worden;

— omgekeerd, woongebieden van het gewestplan in de zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder te integreren, die vroeger in deze laatste niet inbegrepen waren, en die niet meer als woongebieden kunnen worden beschouwd en waarvan de bestemming dan ook gewijzigd moet worden;

Overwegende :

— dat het dorp van Rouvroy dat opgenomen was als gebied voor gemengde bedrijfsruimten in het ontwerp van gewestplan goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001 nu slechts gedeeltelijk deel uitmaakt van de zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder terwijl het geheel hierin inbegrepen was;

— dat de grenzen van dit gebied voor gemengde bedrijfsruimten evenwel niet moeten worden aangepast aan het tracé van de nieuwe zone A voorzover een dergelijke aanpassing :

— als gevolg zou hebben dat enkel een gedeelte van het dorp dat aan het einde van de bedrijfsruimte geïsoleerd en zonder coherentie zou zijn, als woongebied met een landelijk karakter zou overblijven;

— de bedrijfsruimten op significante wijze zou verkleinen en een bedrijfsruimte tot gevolg zou hebben die minder geschikt zou zijn voor een coherente ontsluiting;

Overwegende dat :

— het zuidelijke gedeelte van het gehucht Ferdoux alsmede de terreinen ten noorden van de plaats genaamd « La Cité » die vroeger aansloten bij de zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder, nu van deze zone uitgesloten zijn;

— het dus mogelijk is ze in een woongebied met een landelijk karakter te handhaven en toch de stedenbouwkundige coherentie van het gehucht te waarborgen;

— het tracé van de nieuwe zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder een afbakening mogelijk maakt van het gebied voor bedrijfsruimten met een industrieel karakter opgenomen in het ontwerp van gewestplan goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001, die samenvalt met een natuurlijke begrenzing, namelijk de verkeerswegen;

— het nodig is de terreinen gelegen ten noorden van het gehucht « La Cité », opgenomen als landbouwgebieden in het ontwerp van gewestplan, opnieuw te beschouwen als woongebieden met een landelijk karakter en het gehucht Ferdoux te handhaven in een woongebied met een landelijk karakter volgens een coherente omtrek, aangezien deze woongebieden in het zuiden afgebakend worden door het gebied voor bedrijfsruimten met een industrieel karakter dat zijn nieuwe vorm dankt aan de bestaande wegen;

Overwegende dat :

— in Bierset, « rue En Bois », een gedeelte van het woongebied van het gewestplan nu deel uitmaakt van de zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder betrokken is en dat het dan ook een andere bestemming moet krijgen;

— deze terreinen gelegen in het ontwerp van gewestplan in de nabijheid van het gebied voor gemengde bedrijfsruimten voorzien van het merk *5 en van het gebied met een logistiek-industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, voorzien van het merk *8 geïntegreerd kunnen worden in het naburige gebied voor gemengde bedrijfsruimten voorzien van het merk *5 en van hetzelfde merk voorzien kunnen worden zodat de verenigbaarheid met de naburige woonfunctie gewaarborgd wordt;

Overwegende dat :

— de « Cité des Charrons », opgenomen in het gewestplan als gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, en gedeeltelijk aansluitend bij de vroegere zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder, nu bijna geheel inbegrepen is in deze nieuwe zone A;

— het woongebied van het gewestplan in het gehucht Jupsin ten noordoosten van de « Cité des Charrons » nu grotendeels inbegrepen is in de zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder terwijl het ervan uitgesloten was;

— dit nieuwe gegeven de optie gekozen in het ontwerp van gewestplan voor de « Cité des Charrons » - namelijk, de opneming van het gebied van het gewestplan waarvan de bestemming nog niet vaststaat, als gebied voor gemengde bedrijfsruimten om diens spoedige functiewijziging te garanderen - op de helling zet, aangezien deze nodige aanpassing niet meer alleen op het gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, betrekking heeft;

— de aanpassing van het woongebied Jupsin een belangrijk probleem vormt, aangezien het gelegen is in een bebouwd gebied waarvan de woonfunctie van groot belang is;

— deze aanpassing, net als die van de « Cité des Charrons » naargelang van de hierbovenvermelde nieuwe voorwaarden rekening moeten houden met het feit dat de afbakening van de zonering van het gewestplan een stedenbouwkundige coherentie moet waarborgen en dat ze dus niet eenvoudigweg aan de strikte beperking van de zone A mag overnemen; dat de nieuwe bestemmingen verenigbaar moeten zijn met de woongebieden rond de zone A en dat het gewestplan in casu niet voldoende is om de goede plaatselijke ordening te waarborgen;

— in deze voorwaarden de betrokken terreinen — « Cité des Charrons » en « Quartier de Jupsin » — gebruikt moeten worden als gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zodat de opmaking van een gemeentelijk plan van aanleg voor de ontsluiting van deze zone wordt opgelegd;

Overwegende dat de nieuwe zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder een klein gedeelte van het woongebied van het gewestplan gelegen langs de N3 ten noorden van de verkeerswisselaar van Loncin omvat; dat ze moet worden geïntegreerd in het naburige gebied voor gemengde bedrijfsruimten rekening houdende met de hinder waaraan ze is onderworpen gezien haar ligging tussen deze bedrijfsruimte en de verkeerswisselaar;

Overwegende dat :

— terreinen gelegen ten westen van het dorp Sur les Bois (Saint-Georges) in de nabijheid van de kapel « Notre-Dame de Bon Secours » (Saint-Georges) en van het gehucht Warfusée (Flémalle), opgenomen in het gewestplan als gebied met een landelijk karakter, nu deel uitmaken van de zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder terwijl dat vroeger niet het geval was;

— ze volgens planologisch coherente begrenzingen geïntegreerd moeten worden in het gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat en dat opgenomen is in Sur les Bois (Saint-Georges) en Warfusée (Flémalle) door het ontwerp van gewestplan goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001 zodat een planologisch coherente denkoefening gemaakt wordt over het gehele, aldus gevormde gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat;

Overwegende dat :

— terreinen gelegen in het gehucht Tincelle (Saint-Georges), opgenomen in het gewestplan als gebied met een landelijk karakter, die vroeger deel uitmaakten van de zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder en die om die reden geïntegreerd waren in het gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, opgenomen in Sur les Bois door het ontwerp van gewestplan goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001, er nu van uitgesloten zijn;

— ze evenwel beter niet opnieuw worden opgenomen als woongebied met een landelijk karakter : het zou incoherent zijn een afgelegen woongebied van ongeveer 1 ha te handhaven zonder zich vragen stellen over het naburige gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat;

Overwegende dat :

— het gehucht « Boubou » (Saint-Georges) opgenomen in het gewestplan als gebied met een landelijk karakter, dat vroeger deel uitmaakte van de zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder en dat als dusdanig geïntegreerd was in het gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, opgenomen in Sur les Bois door het ontwerp van gewestplan goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001, er nu van is uitgesloten;

— het opnieuw opgenomen moet worden als woongebied met een landelijk karakter voorzover dat gehucht een afgelegen deel vormt t.o.v. het dorp Sur les Bois en voorzover geen behoefte van economische aard een alternatieve herbestemming zou rechtvaardigen;

— de afbakening van het aldus opnieuw samengestelde woongebied met een landelijk karakter rekening moet houden met de noodzaak om een coherente omtrek van het naburige gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat te bepalen;

— in tegenstelling tot de aanbevelingen van het bijkomende milieueffectonderzoek, de zuidelijke kant van de « rue Berotte » gehandhaafd moet worden als woongebied met een landelijk karakter dat geen deel uitmaakt van de zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder voorzover er geen reden is om de omwoners anders te behandelen al naargelang ze ten noorden of ten zuiden van dit laatste wonen;

Overwegende dat :

— het uiterste noordelijke gedeelte van het woongebied met een landelijk karakter van het gewestplan, gelegen in de « Awirs » tussen het dorp Cahottes en het gehucht Warfusée nu inbegrepen is in de zone A en dat de bestemming ervan dan ook gewijzigd moet worden;

— de herbestemming van deze terreinen als landbouwgebied logisch is gezien hun beperkte oppervlakte en hun geïsoleerde ligging als landbouwgebied;

Overwegende dat :

— in het dorp Cahottes, de zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder nu terreinen inhoudt die in het gewestplan opgenomen waren als woongebied met een landelijk karakter ten zuiden van het gebied voor gemengde bedrijfsruimten voorzien van het merk *4 in het planontwerp;

— de omtrek van het gebied voor gemengde bedrijfsruimten voorzien van het merk *4 dan ook aangepast moet worden aan deze nieuwe afbakening : er is geen reden om terreinen inbegrepen in de zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder te handhaven als woongebied met een landelijk karakter;

— in tegenstelling tot de aanbevelingen van het bijkomende milieueffectonderzoek, het past zich strikt te houden aan de nieuwe afbakening van de zone A voorzover er geen reden is om de omwoners anders te behandelen al naargelang ze aan de ene of de andere kant van het wegennet van de « rues de la Résistance et Malherbe » wonen;

Overwegende dat het groengebied opgenomen in het ontwerp van gewestplan goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001 « rue Pirombolle », hoewel het nu gedeeltelijk deel uitmaakt van de zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder, deze bestemming moet behouden zodat het een bufferzone vormt ten opzichte van de verkeerswisselaar van Loncin en zodat een stedenbouwkundige coherentie van het gebied wordt gewaarborgd;

Overwegende dat de nieuwe afbakening van de zone A van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder aanzienlijke effecten heeft op de schatting van de vraag naar woningen zoals voorgesteld in het verslag gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001 : vermindering in Grâce-Hollogne en Saint-Georges; verhoging in Ans en Flémalle;

Overwegende dat hetzelfde geldt voor de schatting van het grondpotentieel van de gemeenten die niet tot een goede einde kan worden gebracht zonder de zones C en D van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder te kennen;

Overwegende dat de kwantitatieve aanpak voorzien in het kader van de opmaking van het ontwerp van gewestplan niet meer relevant is gezien de voorliggende informatie;

Overwegende dat de planimetrische aanpak voorzien in het milieueffectonderzoek als alternatief voor de kwantitatieve aanpak tot een tekort aan woongebieden concludeert :

— van ongeveer 43 ha in Ans, waar het ontwerp van gewestplan niet in de opnemings van nieuwe woongebieden voorzagt;

— van ongeveer 71 ha in Grâce-Hollogne, wat overeenstemt met de op 20 september 2001 geleverde cijfers;

— van ongeveer 45 ha in Saint-Georges, of lichtjes minder dan de ramingen van 20 september 2001;

Gelet op de optie die erin bestaat slechts nieuwe woongebieden op te nemen buiten de gebieden die deel uitmaken van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder;

Overwegende dat, zoals aangegeven in het bijkomende milieueffectonderzoek, er in de bepaling van de ligging van de nieuwe woongebieden dan ook slechts kan worden voorzien — met inachtneming van het voorzorgbeginsel — wanneer de zones C en D van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder met een voldoende nauwkeurigheid gekend zullen zijn;

Overwegende dat de herzieningsprocedure voortgezet moet worden om de in het verslag aan de Regering bedoelde economische ontwikkelingen mogelijk te maken;

Overwegende evenwel dat, voor de gemeente Grâce-Hollogne, het woongebied met een landelijk karakter voorzien in het ontwerp van gewestplan in Horion-Hozémont — waarschijnlijk — niet betrokken zal zijn bij het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder;

Overwegende dat het voor gemeenten Ans en Saint-Georges verstandig is niet te voorzien in de opnemings van nieuwe woongebieden of nieuwe woongebieden met een landelijk karakter;

Overwegende dat het dan ook past af te zien van de opnemings van de woongebieden met een landelijk karakter opgenomen in het ontwerp van gewestplan goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001 in Donmartin en Stockay (gehucht « En Bourse ») op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges;

Overwegende dat in de opnemings van de nieuwe woongebieden of woongebieden met een landelijk karakter van nu af aan moet worden voorzien op gevaar af de algemene structuur van deze wijziging in het gewestplan in gevaar te brengen;

Overwegende dat het dan ook past te voorzien in het beschikkende gedeelte van dit besluit in de opnemings, buiten de geluidszones en met inachtneming van de principes van het ontwikkelingschema van de gewestelijke ruimte, van een maximumaantal hectaren woongebieden of woongebieden met een landelijk karakter in de gemeenten Ans en Saint-Georges, namelijk respectievelijk 43 en 45;

Overwegende dat een verslag van het Waalse Ministerie van Uitrustings en Vervoer, gegeven op 27 april 2002, tot de nuttelosheid van enkele verkeerswegen concludeert, die opgenomen zijn in het ontwerp van gewestplan goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001, met name de twee opritten naar de luchthaven- en logistieke zone vanaf de verkeerswisselaar van Loncin en de nieuwe gewestweg die deze zone met de verkeerswisselaar van Hognoul verbindt en dit, ongeacht het westelijke of oostelijke tracé, voorzover :

— de toegang vanaf Bierset naar de E42 in de richting van de verkeerswisselaar van Loncin juist aangepast is aan het verkeer van de vrachtwagens;

— de toegang naar Flémalle gewijzigd zal worden een via een nieuw weg met de luchthaven zal worden verbonden;

— er wordt voorzien in een rondweg bij de rotonde aan het einde van de A604;

— de weg tussen deze rotonde en de rotonde op de N637 uitgebreid wordt tot 2 x 2 stroken;

— er wordt voorzien in een nieuw wegennet langs de HST-lijn tussen de logistieke zone en de verkeerswisselaar van Crisnée op de E40;

Overwegende dat het bijkomende milieueffectonderzoek op deze conclusies niet terugkomt; dat het een bijkomende voorwaarde toevoegt, met name de bouw van een rotonde ten zuiden van de verkeerswisselaar van Grâce-Hollogne vanaf de A604 om een gehele verkeerswisselaar te hebben, wat een voorafgaande opnemings in het gewestplan niet vereist;

Overwegende dat het dan ook geen reden meer is om beide opritten naar de luchthaven- en logistieke zone vanaf de verkeerswisselaar van Loncin, noch het tracé van een nieuwe gewestelijke weg tussen de de luchthaven- en logistische zone en de verkeerswisselaar van Hognoul, ongeacht het westelijke of oostelijke tracé, op te nemen;

Overwegende dat het tracé van het nieuwe ontwerp van wegennet evenwel in het gewestplan opgenomen moet worden, dat de logistieke zone naar de verkeerswisselaar van Crisnée verbindt en dat langs en ten noorden van de HST-lijn moet worden aangelegd;

Overwegende dat de Regering in dit stadium van de procedure de bezwaarschriften, opmerkingen en adviezen van de gemeenteraden betreffende het ontwerp van plan goedgekeurd op 20 september 2001 niet heeft willen onderzoeken, daar deze documenten aan de « Commission régionale d'aménagement du territoire » zijn overgemaakt en daar deze nog geen advies heeft uitgebracht;

Overwegende dat de behandeling van deze bezwaarschriften, opmerkingen en adviezen niet het voorwerp uitmaakt van de wijziging onderworpen aan de beraadslaging van de Regering en dat deze documenten aan het onderzoek van de « Commission régionale d'aménagement du territoire » blijven onderworpen;

Overwegende dat de « Commission régionale d'aménagement du territoire » het geheel van de bezwaarschriften, opmerkingen en adviezen aan het einde van de openbare onderzoeken voortvloeiend uit de beslissing om het op 20 september 2001 goedgekeurde ontwerp van plan te herzien, zal onderzoeken;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001 waarbij de herziening van het gewestplan Luik voorlopig wordt goedgekeurd met het oog op de ontwikkeling van de luchthavenactiviteit en de daaraan verbonden activiteit wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 1, § 2, derde streepje, van hetzelfde besluit worden de woorden « als gebied voor gemengde bedrijfsruimten, een gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat gelegen in het gehucht « Cité des Charrons » vervangen door de woorden « als gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, het woongebied met een landelijk karakter gelegen in het gehucht Jupsin, gelegen in zone A van het plan m.b.t. tot blootstelling aan geluidshinder. »

Artikel 1, § 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« De Regering reserveert een maximumoppervlakte van 43 hectare die als woongebied of woongebied met een landelijk karakter gebruikt zullen worden. »

Art. 3. In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt § 3 aangevuld door volgend lid :

« Het tracé van een nieuwe gewestweg en diens reservatieoppervlakte worden in het planontwerp opgenomen langs en ten noorden van de HST-lijn, van de verkeerswisselaar van Crisnée tot de logistieke zone van Bierset. »

Art. 4. In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt § 4 aangevuld door volgend lid :

« Het tracé van een nieuwe gewestweg en diens reservatieoppervlakte worden in het planontwerp opgenomen langs en ten noorden van de HST-lijn, van de verkeerswisselaar van Crisnée tot de logistieke zone van Bierset. »

Art. 5. In artikel 1, § 5, van hetzelfde besluit :

1° wordt het derde streepje aangevuld met de woorden « , uitgebreid naar de naburige terreinen; »;

2° wordt de volgende volzin toegevoegd :

« — een landbouwgebied op de terreinen gelegen in zone A van het plan m.b.t. tot blootstelling aan geluidshinder, genaamd « les Awirs », tussen het dorp « les Cahottes » en het gehucht van Warfusée. »

Art. 6. In artikel 1, § 6, van hetzelfde besluit :

1° wordt in het negende streepje tussen de woorden « een gebied voor gemengde bedrijfsruimten tussen het gebied voor bedrijfsruimten met een industrieel karakter voorzien van het merk *2 en het dorp Bierset » en de woorden « gekoppeld aan een bijkomende voorschrift voorzien van het merk *5 op het ontwerp-plan » de volgende woorden ingevoegd : « waarbij het zuiden van woongebied met een landelijk karakter van Bierset gelegen in zone A van het plan m.b.t. tot blootstelling aan geluidshinder geïntegreerd wordt, »;

2° worden de volgende zinsleden geschrapt :

« — het tracé van twee toegangswegen naar het luchthaven- en logistiek gebied vanaf de verkeerswisselaar van Loncin en de oppervlakte voor reservatie ervan;

— het tracé van een nieuwe gewestweg en diens oppervlakte voor reservatie tussen het luchthaven- en logistiek gebied en de verkeerswisselaar van Hognoul, die via het westen om het dorp Awans heen zal lopen;

— het tracé van een nieuwe gewestweg en diens oppervlakte voor reservatie tussen het luchthaven- en logistiek gebied en de verkeerswisselaar van Hognoul, die parallel zal lopen aan de autosnelwegen E40 en E42 »;

3° wordt volgende zin toegevoegd :

« — een gebied voor gemengde bedrijfsruimten langs de N3 ten noorden van de verkeerswisselaar van Loncin, waarbij de terreinen gedekt door de zone A van het plan m.b.t. tot blootstelling aan geluidshinder geïntegreerd worden in het gebied voor gemengde bedrijfsruimten van Loncin. »

Art. 7. In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt § 7 vervangen door volgende paragraaf :

« § 7. Een gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat op de delen van het woongebied met een landelijk karakter van « Sur les Bois » gelegen in zone A van het plan m.b.t. tot blootstelling aan geluidshinder, uitgebreid naar de naburige terreinen. »

Dezelfde paragraaf wordt aangevuld met volgend lid :

« De Regering reserveert een maximumoppervlakte van 45 hectare die gebruikt zullen worden als woongebied of woongebied met een landelijk karakter. »

Art. 8. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 2. De herziening wordt goedgekeurd overeenkomstig het plan in bijlage.

Bedoeld plan ligt ter inzage bij het Ministerie van het Waalse Gewest, Directoraat-Generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, rue Montagne Sainte-Walburge 2, 4000 Luik. »

Art. 9. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 mei 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 portant exécution du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables, notamment l'article 21, § 1^{er}, alinéa 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 avril 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 mai 2002;